

parce que, comme moi, il a confiance dans ceux qui font preuve de motivation et d'initiative—afin de régler les problèmes et de relever les défis que présente la création de sources plus stables d'emplois.

**M. Beatty:** Il est conservateur alors que vous êtes libéral.

**M. Huntington:** Vous ne comprenez rien au budget.

**M. Smith:** Ces conseils locaux autonomes commencent à mettre au point des programmes et des stratégies industrielles visant à améliorer la situation locale de l'emploi, à lancer des projets commerciaux et à accroître les investissements dans la collectivité.

Les dépenses consacrées à la création directe d'emplois, qui se chiffrent à plus de \$304 millions, représentent une utilisation judicieuse de maigres ressources en vue d'augmenter le nombre d'emplois qui s'offrent aux catégories de gens qui souffriraient particulièrement si rien n'était fait.

Je crois qu'il est important que ces chiffres soient consignés à la Chambre. À écouter les observations faites aujourd'hui par nos vis-à-vis, on pourrait croire que les ministériels ne font rien. Naturellement, cela dépend toujours du type de conservateur auquel on a affaire. Un Tory rouge dira qu'il faut dépenser sans compter et créer toujours plus d'emplois. Par contre, un Tory bleu réclamera une réduction du déficit et des dépenses. Qui est qui? Je l'ignore. Cela dépend de l'interlocuteur. Mais on dirait une porte tournante.

Les néo-démocrates, eux au moins, font toujours entendre le même refrain: dépensons, dépensons encore et toujours. Ce que nous tentons de faire, c'est de dépenser une somme raisonnable dans des régions cibles, à l'intention de divers groupes de la société ayant des besoins particuliers, par exemple les femmes, les jeunes, les handicapés et les autochtones, et en mettant l'accent sur les régions où les besoins sont plus aigus qu'ailleurs.

Je crois que tout observateur objectif qui examine les chiffres conclura que le gouvernement s'efforce sérieusement de remédier aux problèmes de l'emploi qui assaillent actuellement le Canada.

**L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer à un débat de ce genre; il tombe à point et il prend une signification toute particulière, non seulement à cause de la situation actuelle mais aussi à cause de l'importante conférence qui réunit actuellement le premier ministre (M. Trudeau) et les premiers ministres des provinces.

Un écrivain canadien célèbre, Hugh MacLennan ou Bruce Hutchinson, a écrit un ouvrage sur les deux solitudes du Canada. Je suppose qu'il faisait allusion aux Français et aux Anglais. Pourtant, certaines de nos difficultés économiques qui sont la cause de la recrudescence du chômage et d'autres vicissitudes économiques sont causées par une troisième solitude, une solitude créée par la mentalité de mandarin que semblent avoir les hauts fonctionnaires fédéraux, qu'il s'agisse de technocrates, de bureaucrates, d'aristocrates ou que sais-je encore. Ils semblent vivre dans un monde imaginaire. Ils parlent un langage qu'ils sont les seuls à comprendre. Je suppose qu'ils ont perdu contact avec la réalité. Je crois qu'Allan Fotheringham, écrivain contemporain qui a du style, de l'étoffe et de l'esprit, a fait une réflexion très mordante à propos du budget qui est la cause de bien des problèmes économiques. Il a dit que les experts financiers intraitables

### *L'emploi*

avaient plus ou moins assommé le ministre des Finances (M. MacEachen) qui est avant tout un intellectuel et qui n'a pas l'expérience pratique que possédaient certains de ses prédécesseurs qui arrivaient à faire la distinction entre la réalité et la théorie. C'est une réflexion intéressante. Il est parfaitement clair que le gouvernement se trouve dans un dilemme très grave. Lorsque les libéraux étaient dans l'opposition en 1979, pendant cette période qui a été beaucoup trop brève, ils nous ont prédit des malheurs si nous ne faisons pas baisser les taux d'intérêt, en prenant des airs de petits saints. Il y a environ deux ans, dans un discours électoral qu'il a prononcé à Toronto, le premier ministre a promis qu'il s'arrangerait pour faire fléchir les taux d'intérêt grâce à une gestion plus saine de l'économie.

● (2110)

Personne n'a oublié ce fameux jour où l'actuel ministre de l'Expansion économique régionale (M. Gray) a promis à la télévision de démissionner si rien n'était fait au sujet des taux d'intérêt à la hausse. Et ce soir, je regarde mes vis-à-vis et cela me fait penser à un morceau de poésie de mirliton qui a été publié il y a bien de années, à une époque où le pays faisait face à un problème et où les libéraux étaient au pouvoir. Si je ne m'abuse, on y disait en gros ceci:

Pauvres, pauvres libéraux, sombres et abattus; Voyez sur leur visage l'expression de la désolation; Regardez-les se triturer les méninges pour trouver un moyen de diriger le pays à bon compte et se demander comment diable ils vont y arriver.

Quand nous étions au pouvoir, nous avons dû faire face à certains des problèmes qu'ils connaissent aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Nous avons peut-être été chanceux en suivant une politique des taux d'intérêt qui était, je l'avoue, semblable à celle qu'ils suivent aujourd'hui, dans la mesure où les taux d'intérêt n'ont pas dépassé, alors, ce que j'appellerai un seuil de tolérance. Ils n'ont pas atteint les sommets où le supportable fait place à l'intolérable.

Quand nous étions au pouvoir, nous étions prêts à prendre une mesure que je recommande vivement au gouvernement actuel de prendre; elle consiste à aider les victimes des taux d'intérêt élevés, dans l'intérêt de ces gens, mais aussi pour inciter le secteur privé à créer des emplois. Car il ne faut pas oublier que si les Américains sont présentement victimes eux aussi de taux d'intérêt élevés, ils sont davantage à même de les supporter parce qu'ils ont la possibilité d'effectuer, eux, certaines déductions. Ils peuvent, eux, déduire certains frais d'intérêt. Nous avons voulu prendre des mesures pour aider les contribuables à payer leur hypothèque et leurs impôts, ainsi que pour aider les victimes des prix élevés de l'énergie. Le gouvernement actuel s'y refuse.

Il est clair maintenant qu'un certain nombre de circonstances ne nous permettent plus de suivre fidèlement la politique monétaire des États-Unis en matière d'intérêts. Bon nombre des premiers ministres provinciaux ont défendu cette position et de façon beaucoup plus érudite et convaincante que moi. À l'instar du ministre des Finances, je ne suis ni économiste, ni fils d'économiste. Je ne connais que très peu les grands économistes de notre époque comme Arthur Laffer et Milton Friedman. Je crois aussi avoir déjà entendu le premier ministre parler d'un certain Schumpeter à Harvard. Toutefois, je n'ai jamais entendu le ministre des Finances citer d'économiste. En fait, je crois qu'il évite avec détermination les endroits que fréquentent ces gens. Il n'a jamais traité par écrit